



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

### ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la Réglementation et de  
l'Environnement

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

#### **Prescriptions complémentaires RSDE surveillance pérenne**

**Société SARP CENTRE EST  
ZI sud - rue des Frères Lumière  
71000 MÂCON**

N° 2013318 - 0010

VU la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 Juin 2009 autorisant la société SARP CENTRE EST à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées rue des Frères Lumière – Z.I. Sud à Mâcon ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2009 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;

VU le rapport établi par SOCOTEC INDUSTRIES daté du 03 mars 2011 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 octobre 2013 ;

VU l'avis du CODERST du 17 octobre 2013 au cours duquel l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté porté le 18 octobre 2013 à sa connaissance ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La société SARP CENTRE EST dont le siège social est situé 105, avenue du 8 mai 1945 – BP 40048 – 69142 à Rillieux-la-Pape, doit respecter, pour ses installations situées rue des Frères Lumière – Z.I. Sud à Mâcon, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009 à son article 9.2.2. sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009 répondent aux exigences de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

### **ARTICLE 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne**

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement
EP Eaux pluviales	Cuivre	1 mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation

### **ARTICLE 4 : Programme d'actions**

Sans objet au cas présent.

### **ARTICLE 5 : Étude technico-économique**

Sans objet au cas présent.

### **ARTICLE 6 : Suppression des substances dangereuses prioritaires**

Afin de respecter l'objectif de la DCE visant la suppression totale des émissions de substances dangereuses prioritaires, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions adéquates pour la suppression de ces émissions à l'échéance 2021, même si ces substances ne font pas partie des substances maintenues dans la surveillance en phase pérenne visées ci-avant.

### **ARTICLE 7 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets**

#### **7.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.

#### **7.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes**

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

### **ARTICLE 8 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 9 : PUBLICITE**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Mâcon fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Saône-et-Loire, l'accomplissement de cette formalité

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SARP.

**ARTICLE 10** : Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

Il peut être contesté auprès du Tribunal administratif de DIJON :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**ARTICLE 11** :

Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le Sénateur-Maire de Mâcon, Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Unité Territoriale de Mâcon,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne à Dijon,
- le pétitionnaire.

MACON, le **14 NOV. 2013**

LE PREFET,

**Pour le PRÉFET,**  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

**Catherine SÉGUIN**

**ANNEXE 1 – Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses  
(Annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009)**

**ANNEXE 2 – Liste des substances dangereuses prioritaires**

SOMMAIRE

Annexe 5 :

Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

1 INTRODUCTION... 2 PRESCRIPTIONS GENERALES... 3 OPERATIONS DE PRELEVEMENT... 3.1 OPERATEURS DU PRELEVEMENT... 3.2 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT... 3.3 MESURES DE DEBIT EN CONTINU... 3.4 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLÉE... 3.5 ECHANTILLONNAGE... 3.6 BLANCS DE PRELEVEMENT... 4 ANALYSES... 5 TRANSMISSION DES RESULTATS... 6 LISTE DES ANNEXES...

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour Mâcon, le 14 NOV. 2013 Pour le Préfet, La Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN

1 INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

2 PRESCRIPTIONS GENERALES

Dans l'attente d'une prise en compte plus complète de la mesure des substances dangereuses dans les eaux résiduaires par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Etre accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés à l'annexe 5.3 avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe. Les documents de l'annexe 5.3 sont téléchargeables sur le site http://redp.ineris.fr.
• Respecter les limites de quantification listées à l'annexe 5.2 pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le prestataire d'analyse, il est seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements et de ce fait, responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

3 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appliquer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 « Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau »
• le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

3.1 OPERATEURS DU PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
• le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
• l'exploitant lui-même ou son sous-traitant

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous-traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

3.2 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

• Le volume prélevé devra être représentatif des flux de l'établissement et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.

• En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).

• Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.

• Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

<sup>1</sup> La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

### 3.3 MESURE DE DEBIT EN CONTINU

- La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.
- Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :
  - Pour les systèmes en écoulement à surface libre :
    - un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,...) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
    - un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.
  - Pour les systèmes en écoulement en charge :
    - un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
    - un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, ...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
- Le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

### 3.4 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

- Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.
- Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :
    - Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
    - Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.
  - Les échantillonneurs utilisés devront réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.
  - Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batches). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en œuvre.
  - Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FDT 90-523-2) :
    - Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 3%)

Page 5 sur 25

- si valeur du blanc > l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

### Blanc d'atmosphère

- La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyser de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.
- Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de suspicion de présence de substances volatiles (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure...) sur le site de prélèvement.
- Si'il est réalisé, il doit être obligatoirement et systématiquement :
  - le jour du prélèvement des effluents aqueux,
  - sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,
  - Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

### ANALYSES

- Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.
- Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphenyléthers polybromés.
- Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :
  - Norme ISO 15387-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale" ou
  - Norme ISO 15387-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'acide nitrique".
- Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.
- Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> de nonylphénols (NP10E et NP20E) et les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>3</sup> d'octylphénols (OP10E et OP20E). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

<sup>3</sup> ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau - Dosage d'alkylphénols sélectionnés - Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A - Méthode pour échantillons non filtrés en

Page 5 sur 25

- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s
- Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement)
- Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :
  - Dans une zone turbulente ;
  - À mi-hauteur de la colonne d'eau ;
  - À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

### 3.5 ECHANTILLON

- La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certains eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.
- Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>5</sup>.
- Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à 5 °C ± 3 °C, et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.
- La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

### 3.6 BLANCS DE PRELEVEMENT

#### Blanc du système de prélèvement :

- Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination créée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé détenteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartient donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.
- Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :
    - Il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.
  - Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :
    - si valeur du blanc < LQ : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent
    - si valeur du blanc ≥ LQ et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent

Page 6 sur 25

- Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène) ou COT (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. notes 1, 2 et 3) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

- Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en ANNEXE 5.2. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

#### Prise en compte des MES

- Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.
- Pour les paramètres visés à l'annexe 5.1 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé :

- Si 50 < MES < 250 mg/l : réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.
- Si MES ≥ 250 mg/l : analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les composés volatils pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés volatils concernés sont : 2,4 dichlorobenzène, Echchloréthylène, Trichloréthylène, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2 dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Chloroforme, Tétrachlorure de carbone, chloroforme, 3 chloropropane, 1,1 dichloroéthane, 1,1 dichlorométhane, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane, 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, Trichloroéthylène, Chlorure de vinyle, 2 chloroéthylène, 2 chloroéthylène, 4 chloroéthylène et 4 chloro 2 nitroéthylène.
- La restitution pour chaque effluent chargé (MES ≥ 250 mg/l) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'ANNEXE 5.1 : valeur en µg/l obtenue dans la phase aqueuse, valeur en µg/kg obtenue dans la phase particulaire et valeur totale calculée en µg/l.

L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 uniquement sur les MES dès que leur concentration est ≥ à 50 mg/l. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.

utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse sans dérivation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prochainement en début 2009.

<sup>4</sup> NF T 90-104 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)

<sup>5</sup> NF EN 527 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur fibre en flacon de verre

<sup>6</sup> NF EN 1484 - Analyse des eaux : Ligand spécifique pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous

<sup>7</sup> NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation

Page 6 sur 25

5 TRANSMISSION DES RESULTATS

L'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'auto-surveillance fréquente) permettra à terme la saisie directe des informations demandées par l'annexe 5.3 et leur télétransmission à l'inspection et à l'INERIS, chargé du suivi de la qualité des prestations des laboratoires et du traitement des données issues de cette seconde campagne d'analyse des substances dangereuses. L'extension nationale de cette application informatique actuellement testée par certaines DRIRE est prévue pour le courant de l'année 2009.

Dans l'attente de l'utilisation généralisée de cet outil, c'est par le biais du site <http://rda.ineris.fr> que l'annexe 5.4 (qui reprend les éléments demandés dans l'annexe 5.3) doit être transmise à l'INERIS par l'exploitant.

Les résultats d'analyses ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances décrit à l'annexe 5.4 doivent être adressés mensuellement par l'exploitant à l'inspection par courrier.

6 LISTE DES ANNEXES

Repère	Désignation	Nombre de pages
ANNEXE 5.1	SUBSTANCES A SURVEILLER	3
ANNEXE 5.2	LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE PAR SUBSTANCE	1
ANNEXE 5.3	INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE	3
ANNEXE 5.4	TRAME DE RESTITUTION DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE FIGURANT A L'ANNEXE 5.3	1
ANNEXE 5.5	LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LE LABORATOIRE PRESTATAIRE DE L'EXPLOITANT	5

ANNEXE 5.1 : SUBSTANCES A SURVEILLER

Famille	Substances <sup>1</sup>	Code SANDRE <sup>2</sup>	n°DCE <sup>3</sup>	n°74M44 <sup>4</sup>	
Alcylphénols	Alcylphénols	1436	29		
	OPICE	Alcylphénols en cours			
Anilines	2 chloroaniline	1593		17	
	3 chloroaniline	1592		18	
	4 chloroaniline	1591		19	
	4-chloro-2 nitroaniline	1594		27	
	3,4 dichloroaniline	1586		52	
Autres	Polystyrène	1584		17	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		78	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		111	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		112	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		117	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		118	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		119	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		120	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		121	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		122	
BDE	Hexabromodiphényléther BDE 149	2017	5		
	Heptabromodiphényléther BDE 183	2010	5		
	Decabromodiphényléther BDE 209	1815	5		
	Benzo(a)pyrène	1114	4	7	
	Benzo(b)fluoranthène	1497		79	
BTX	Isoprène	1633		87	
	Toluène	1278		112	
	Xylènes (somme o,m,p)	1780		129	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629	31	117	
Chlorobenzènes	1,2,4-trichlorobenzène	1629	31	118	
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		117	
	Chlorobenzène	1467		20	
	1,2 dichlorobenzène	1165		53	
	1,3 dichlorobenzène	1164		54	
	1,4 dichlorobenzène	1166		55	
	1,2,4,5-tétrachlorobenzène	1631		105	
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		26	
	3-chloro-2-nitrobenzène	1468		25	
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		30	
	Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235	27	101

Famille	Substances <sup>1</sup>	Code SANDRE <sup>2</sup>	n°DCE <sup>3</sup>	n°74M44 <sup>4</sup>
COHV	4-chloro-3-méthylphénol	1636		24
	2 chlorophénol	1471		33
	3 chlorophénol	1651		34
	4 chlorophénol	1650		35
	2,4 dichlorophénol	1465		64
	2,4,5 trichlorophénol	1549		122
	2,4,6 trichlorophénol	1549		123
	Hexachloropentadiène	2612		
	1,1 dichloroéthane	1161	10	59
	Chlorure de méthylène	1123	11	61
	Chloroforme	1113	12	62
	1,1,1-trichloroéthane	1162		63
	1,1,2-trichloroéthane	1163		67
	Hexachlorocyclohexane	1656		86
	1,1,1,2-tétrachloroéthane	1371		115
Chlorotoluènes	1,1,1-trichloro-2-méthylbenzène	1184		119
	1,1,2-trichloro-2-méthylbenzène	1183		120
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		121
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		122
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		123
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		124
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		125
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		126
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		127
	1,2,4-trichlorobenzène	1629		128
HAP	Fluoranthène	1134		15
	Fluoranthène	1134		16
	Fluoranthène	1134		17
Hétéroar	Quinoline	1182		118
	Quinoline	1182		119
	Quinoline	1182		120
	Quinoline	1182		121
	Quinoline	1182		122
	Quinoline	1182		123
	Quinoline	1182		124
	Quinoline	1182		125
	Quinoline	1182		126
	Quinoline	1182		127
Nitro aromatiques	2-nitrotoluène	2613		
	Nitrobenzène	2614		
Organotin	Dibutylstannyl cation	1771		4,56,51
	Monobutylstannyl cation	2542		

Famille	Substances <sup>1</sup>	Code SANDRE <sup>2</sup>	n°DCE <sup>3</sup>	n°76464 <sup>4</sup>
	Triphénylméthyle cation	demande en cours		125,126,127
PCB	PCB 18	1239		101
	PCB 32	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 136	1244		
	PCB 153	1245		
	PCB 180	1246		
Pesticides	Dithiopyrène	1259	23	
	Alachlore	1101	1	
	Azinphos	1107	3	
	Chlorpyrifos	1464	8	
	Chlorpyrifos	1023	9	
	Imidaclopride	1199	11	
	Imazéthapyr	1104	18	
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène Total	1314		
	Demande Chimique en Oxygène Organique Total	1841		
	Matières en Suspension	1305		

- Substances Dangereuses Prioritaires** issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive 1976 de la DCE adoptée le 20 octobre 2006 (antimoine et sésuifures)
- Substances Prioritaires** issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)
- Autres substances prioritaires** issues de la liste I de la directive 2004/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)
- Autres substances prioritaires** issues de la liste II de la directive 2004/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SSP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)
- Autres paramètres**

<sup>1</sup> Les groupes de substances sont indiqués en italique.  
<sup>2</sup> Code Sandre de la substance : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>  
<sup>3</sup> Correspondance avec la nomenclature utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).  
<sup>4</sup> N°UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique fait de la communication de la Commission européenne au Conseil du 22 Juin 1982.

ANNEXE 5.2 : LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE

Famille	Substances	Code SANDRE <sup>1</sup>	LIQ <sup>2</sup> à atteindre par substances par les laboratoires prestataires en ppjl Eaux Résiduaires
Alcylphénols	Octylphénols	1810	0,1
	OP10E	demande en cours	0,1
	OP20E	demande en cours	0,1
Arylènes	1-chloro-2-nitrobenzène	1466	0,1
	3-chloro-2-nitrobenzène	1592	0,1
	4-chloro-2-nitrobenzène	1591	0,1
	4-chloro-2-nitrobenzène	1594	0,1
	2,4-dichlorobenzène	1246	0,1
Autres	Sesquithiopyrène	1259	0,05
	Chlorpyrifos	1464	0,1
	Chlorpyrifos	1023	0,1
	Imidaclopride	1199	0,1
BOE	Hexachlorocyclopentadiène BOE 40 <sup>3</sup>	1211	25
	Hexachlorocyclopentadiène BOE 154	1212	25
	Hexachlorocyclopentadiène BOE 153	1212	25
	Heptachlorodiphényléther BOE 183	1210	25
	Décachlorodiphényléther BOE 203	1215	25
	Bactène	1114	1
	Ethylbenzène	1497	1
	Isopropylbenzène	1493	1
	Toluène	1478	1
	Xylènes (forme o,m,p)	1740	2
Chlorobenzène	1,2,3-trichlorobenzène	1432	1
	1,2,4-trichlorobenzène	1423	1
	1,3,4-trichlorobenzène	1424	1
	Chlorobenzène	1467	1
	1,2-dichlorobenzène	1445	1
	1,3-dichlorobenzène	1454	1
	1,4-dichlorobenzène	1456	1
	1,2,4,5-tétrachlorobenzène	1431	0,05

Famille	Substances	Code SANDRE <sup>1</sup>	LIQ <sup>2</sup> à atteindre par substances par les laboratoires prestataires en ppjl Eaux Résiduaires	
Chlorophénols	1-chloro-2-nitrobenzène	1466	0,1	
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468	0,1	
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470	0,1	
	Pentachlorophénol	1238	0,1	
	4-chloro-3-méthylphénol	1636	0,1	
	2-chlorophénol	1471	0,1	
	3-chlorophénol	1491	0,1	
	4-chlorophénol	1450	0,1	
	2,4-dichlorophénol	1486	0,1	
	2,4,5-trichlorophénol	1548	0,1	
COUV	Hexachlorocyclopentadiène	2612	0,1	
	1,2-dichlorobenzène	1161	2	
	Chlorure de polyvinyle	1148	3	
	1,1,1-trichloroéthane	1119	1	
	Chloroforme	1411	1	
	3-chloropropène (chlorure d'allyle)	1065	1	
	1,1-dichloroéthane	1160	5	
	1,1-dichloroéthylène	1162	2,3	
	1,2-dichloroéthylène	1163	5	
	Hexachloroéthane	1636	1	
MÉTAL	1,1,1,2-tétrachloroéthane	1275	1	
	1,1,2-trichloroéthane	1274	1	
	1,1,2,2-tétrachloroéthane	1275	1	
	Chlorure de vinyle	1173	5	
	Polychlorobenzène	1111	0,1	
	Polychlorobenzène	1112	0,1	
	Polychlorobenzène	1113	0,1	
	MÉTAL	Argent et ses composés	1218	0
		Argent et ses composés	1219	0
		Argent et ses composés	1220	0
Argent et ses composés		1221	0	
Argent et ses composés		1222	0	
MÉTAL	Argent et ses composés	1223	0	
	Argent et ses composés	1224	0	
	Argent et ses composés	1225	0	
	Argent et ses composés	1226	0	

Famille	Substances	Code SANDRE <sup>1</sup>	LIQ <sup>2</sup> à atteindre par substances par les laboratoires prestataires en ppjl Eaux Résiduaires
PCB	Dibutylstain cation	1771	0,02
	Monobutylstain cation	2342	0,02
	Triphénylméthyle cation	demande en cours	0,02
	PCB 18	1239	0,01
	PCB 32	1241	0,01
	PCB 101	1242	0,01
	PCB 118	1243	0,01
Pesticides	PCB 136	1244	0,01
	PCB 153	1245	0,01
	PCB 180	1246	0,01
	Dithiopyrène	1259	0,05
	Alachlore	1101	0,02
	Azinphos	1107	0,03
	Chlorpyrifos	1464	0,03
Paramètres de suivi	Chlorpyrifos	1023	0,03
	Imidaclopride	1199	0,03
	Demande Chimique en Oxygène Total	1314	3000
	Demande Chimique en Oxygène Organique Total	1841	300
Autres	Matières en Suspension	1305	3000

<sup>1</sup> Code Sandre accessible sur <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>  
<sup>2</sup> La valeur à atteindre pour la limite de quantification (LIQ) correspond à la valeur que 50% des prestataires sont capables d'atteindre le plus fréquemment. Ces valeurs sont issues de l'exploitation des LIQ transmises par les laboratoires dans le cadre de l'action 3RDE depuis 2005.  
<sup>3</sup> Valeur de LIQ dérivée de l'annexe D de la norme ISO/DIS 16397-2

ANNEXE 3.3 : INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE

Code Sambre du prestataire de prélèvement	Imposé	Code Sambre du prestataire de prélèvement Code exploitant
Texte		Champ libre permettant d'identifier l'échantillon. Références données par le laboratoire
Liste dérivante		- Assenti au débit - Proportionnel au temps - Prélèvement ponctuel
Date		Date de début Format JJ/MM/AAAA
Nombre		Durée en Nombre d'heure
Texte		Champ destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement
Date		Renseigne la date du dernier contrôle météorologique valide du débitmètre
Nombre entier		Nombre de prélèvements pour constituer l'échantillon moyen (valeur par défaut: 1)
		Oui, Non
		Oui, Non
Date		Date d'arrivée au laboratoire Format JJ/MM/AAAA
		Code Sambre Laboratoire
Nombre décimal / chiffre significatif		Température (unité °C)

Imposé		Date de début d'analyse par le laboratoire Format JJ/MM/AAAA
Imposé		ANALYSE
Imposé		ANALYSE REALISEE selon code detection ANALYSE REALISEE sans quantification Nom et N° de l'échantillon De type N°CCVXXX
Imposé		3: Phase aqueuse de l'eau 20: Eau brute #1: MES brute
LISTE DE PARAMETRES		LF, SBE, SBESE, SPE, dur, LFS (MES), ASE (MES), SCHLET (MES), Non-Whisker Eau réglée, Métaux lourds, Acides, nitrites, Méthanolisation acide
LISTE DE FRACTIONS		FD, TDD, ECD, GOM6, LGM6, GOM5MS, GOM6MS, GOM5MS, GOM6MS, GOM5MS, GOM6MS, PAAS, ZAA6, ICPMS, ICPMS, HPLC-DAD, HPLC-FLUO, HPLC-UV
LISTE DE FRACTIONS		reste

ANNEXE 3.4 : FORMAT DE RESTITUTION DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE A L'ANNEXE 3.3

Le format de restitution sera mis en ligne sur le site <http://wps.sandre.fr/>

Conditions de prélèvement et d'analyse

Code Sambre	Paramètre	Fraction	Unité	Limite de détection	Limite de quantification	Code de détection	Code de quantification	Code de confirmation	Code de non-confirmation	Code de non-quantification	Code de non-confirmation	Code de non-quantification

Résultats d'analyse

Code Sambre	Paramètre	Fraction	Unité	Limite de détection	Limite de quantification	Code de détection	Code de quantification	Code de confirmation	Code de non-confirmation	Code de non-quantification	Code de non-confirmation	Code de non-quantification

Code Sambre	Paramètre	Fraction	Unité	Limite de détection	Limite de quantification	Code de détection	Code de quantification	Code de confirmation	Code de non-confirmation	Code de non-quantification	Code de non-confirmation	Code de non-quantification

Les critères identifiés en gras sont à renseigner obligatoirement lors de la restitution des données. L'absence de renseignements sur les champs obligatoires sera une entorse à l'engagement du laboratoire pouvant conditionner le cas échéant le paiement de la prestation par l'exploitant.

ANNEXE 5.5 : LISTE DES PIÈCES À FOURNIR PAR LE LABORATOIRE PRESTATAIRE À L'EXPLOITANT

Justificatifs à produire

- Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant à minima :
  - ✓ Numéro d'accréditation
  - ✓ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
- Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
- Tableau des performances et d'assurance qualité à renseigner obligatoirement : les critères de choix pour l'exploitant pour la sélection d'un laboratoire prestataire sont repris dans ce tableau : substance accréditée ou non, et limite de quantification qui doivent être inférieures ou égales aux LQ de l'annexe 5.2.
- Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe technique (modèle joint)

TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITE A RENSEIGNER ET A RESTITUER A L'EXPLOITANT

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrices eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
Alciphénols	OP10E	dépende en cours		
	OP20E	dépende en cours		
	2 chlorophénol	1593		
Anilines	3 chloroaniline	1591		
	4 chloroaniline	1591		
	4 chloro-3 nitroaniline	1594		
Autres	3,4 dichloroaniline	1586		
	3 nitroaniline	1584		
	4 nitroaniline	1584		
BOC	BOC 124	2911		
	Hexabromodichlorodiben	2912		
	BOC 123			
	Heptabromodichlorodiben	2910		
	BOC 183			
	Decabromodiphényldioxy	1815		
	BOC 209			
	Benzène	1114		
	Dibenzène	1497		
	Propylbenzène	1631		
ATEX	Toluène	1278		
	Duènes (Série n.m.0)	1790		
	Chlorobenzène	1,2,3 trichlorobenzène	1631	
1,2,4 trichlorobenzène		1631		
1,1,1 trichlorobenzène		1631		
Chlorobenzène		1467		
1,2 dichlorobenzène		1163		
1,1 dichlorobenzène		1164		
1,2,4,5 tetrachlorobenzène		1631		
1-chloro-2-nitrobenzène		1469		
1-chloro-3-nitrobenzène		1468		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrices eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
Chlorophénols	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
	Hexachlorophénol	1233		
	4-chloro-3-méthylphénol	1634		
	2 chlorophénol	1471		
	3 chlorophénol	1631		
	4 chlorophénol	1630		
	2,4 dichlorophénol	1464		
	2,4,5 trichlorophénol	1546		
	2,4,6 trichlorophénol	1549		
	Hexachlorocyclopentadiène	2613		
COHY	1,2 dichlorobenzène	1163		
	Chlorure de mercure	1168		
	Chlorure de cadmium	1171		
	Chlorure de cuivre	1172		
	Chlorure de cobalt	1173		
	Chlorure de nickel	1174		
	Chlorure de zinc	1175		
	Chlorure de manganèse	1176		
	Chlorure de fer	1177		
	Chlorure de sodium	1178		
	Chlorure de potassium	1179		
	Chlorure de calcium	1180		
	Chlorure de magnésium	1181		
	Chlorure de lithium	1182		
	Chlorure de strontium	1183		
Métaux	Nickel et ses composés	1184		
	Argent et ses composés	1185		
	Zinc et ses composés	1186		
	Cuivre et ses composés	1187		
	Chrome et ses composés	1188		
Organométaux	Diphényldiéthyl carbon	1771		
	Hexachlorocyclopentadiène	2542		
	Triphényldiéthyl carbon	dépende en cours		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrices eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
PCB	PCB 20	1239		
	PCB 52	1241		
	PCB 101	1242		
	PCB 118	1243		
	PCB 136	1244		
	PCB 153	1245		
	PCB 190	1246		
Pesticides	Nitrofurane	1249		
	Aldrine	1101		
	Aldrine	1102		
	Chlorpyrifos	1454		
	Chlorpyrifos	1083		
	Carbofenthrate	1170		
	Carbofenthrate	1171		
	Carbofenthrate	1172		
	Carbofenthrate	1173		
	Carbofenthrate	1174		
Paramètres de suivi	Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314		
	Matières en Suspension	1641		
	Matières en Suspension	1305		

<sup>1</sup> Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires veurs journaliers). Il s'agit des substances : - Chlorocyclohexane C10-C13, diphenylétherbromés, alciphénols et hexachlorocyclopentadiène.

ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) \_\_\_\_\_

Coordonnées de l'entreprise : \_\_\_\_\_

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

\_\_\_\_\_

- ☒ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ☒ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>1</sup>
- ☒ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_

Pour le soumissionnaire, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

<sup>1</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de déposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'éviter l'écoulement du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

1

## Annexe 2 : Trame du programme d'actions

*Préambule : le rapport de surveillance initiale contenant notamment le tableau récapitulatif des mesures et des explications éventuelles sur les origines des substances constitue le préalable indispensable à la réalisation du programme d'action ci-après.*

### 1. Identification de l'exploitant et du site

- Nom et adresse de l'exploitant et de l'établissement et nom du contact concernant le programme d'action au sein de l'établissement
- Activité principale du site et référence au(x) secteurs d'activité de la circulaire du 5/01/09 (indiquer le secteur ou sous-secteur correspondant de l'annexe 1)
- Site visé par l'AM du 29/06/04 : si oui pour quelles rubrique ICPE et rubrique IPPC
- Nom et nature du milieu récepteur (milieu naturel ou step collective de destination). En cas de rejet raccordé, préciser la date du porter à connaissance par l'exploitant auprès du gestionnaire du réseau d'assainissement du programme de surveillance pérenne.
- Milieu déclassé ou non, préciser le(s) paramètre(s) de déclassement le cas échéant.

### 2. Quelles sont les sources d'information utilisées (étude de branche, centre technique, bibliographie, fiches technico-économiques INERIS, fournisseurs, étude spécifique à votre site, résumé technique des BREF, autre) ?

*Nota : des informations sont peut-être accessibles auprès de vos organisations professionnelles, par exemple au travers des partenariats de branche engagés avec les agences de l'eau dans les groupes IETT ([www.lesagencesdeleau.fr](http://www.lesagencesdeleau.fr)) ou dans les résumés techniques des BREF, documents européens décrivant par secteur d'activité les meilleures techniques disponibles pour la protection de l'environnement (<http://aida.ineris.fr/bref/index.htm>). Les fiches technico-économiques élaborées par l'INERIS sont disponibles à partir du lien suivant <http://rsde.ineris.fr>.*

### 3. Identification des substances visées par le programme d'actions (tableau 1)

*Nota : au delà des substances sélectionnées par le biais des critères figurant dans la note RSDE de 2011, l'exploitant pourra, dans son intérêt, intégrer à ce programme d'action toute substance quantifiée lors de la surveillance initiale.*

Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 14 NOV. 2013  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire  
Catherine SÉGUIN

a minima substances visées par	
--------------------------------------	--

programme d'actions							
Nom de la substance	Classement en SDP, SP ou pertinentes	Critère ayant conduit à la sélection dans le programme action/ETE :	flux massique moyen annuel en g/an <sup>1</sup>	La valeur limite d'émissions existante dans la réglementation (arrêté préfectoral et arrêté ministériel) et, pour les sites visés par l'AM du 29/06/04, le niveau d'émission associée aux meilleurs techniques disponibles dans le BREF considéré (BAT-AEL) pour cette substance est-elle respectée ?			
				Valeur de la VLE et référence du texte		Valeur de la BAT-AEL	Valeur actuelle dans le rejet <sup>3</sup>
				Concentration			Concentration moyenne et maximale
				Flux journalier			Flux journalier moyen et maximal
				Flux spécifique moyen et maximal si disponible			Flux spécifique moyen et maximal si disponible
				Respect : o/n	Pas de VLE disponible	Respect : o/n	Pas de VLE disponible
						Respect : o/n	Pas de VLE disponible

Chacune des substances visée au tableau précédent doit faire l'objet d'une fiche constituant le programme d'action.

#### 4. Tableau de synthèse (tableau 2):

Nota : tableau à remplir à partir de la fiche substance (une fiche d'actions établie selon le modèle figurant en annexe par substance) en reprenant dans la première colonne la liste des substances du tableau 1 ci-dessus. Seules les actions retenues et/ou déjà mises en œuvre sont à mentionner dans ce tableau.

a minima substances visées par programme d'actions		Pour chaque substance, une des deux colonnes au moins doit nécessairement être renseignée.						
Nom de la substance	Sélectionnée par le programme d'action	Fera l'objet d'une étude technico-économique	Classement en SDP, SP ou pertinentes	Pourcentage d'abattement global attendu	Flux après action inférieur au seuil de la colonne B (critère programme d'action)	Flux évité en g/an	Echéancier possible (sous forme de date) ou date effective si action déjà réalisée	
					Oui/non			

<sup>1</sup> le flux massique moyen annuel est calculé avec les résultats de la campagne de mesures à partir de la moyenne arithmétique des flux massiques annuels disponibles calculés selon la règle suivante : produit de la concentration moyenne et du débit annuel calculés comme suit : concentration moyenne sur l'année =  $(C1 \times D1 + C2 \times D2 + \dots + Cn \times Dn) / (D1 + D2 + \dots + Dn)$  où n est le nombre de jour où des mesures de concentration et de débit sont disponibles ; débit annuel =  $((D1 + D2 + \dots + Dn) / n) \times$  nombre de jours de rejet sur l'année où n est le nombre de mesures de débit disponible

<sup>2</sup> flux annuel calculé à partir des mesures de surveillance initiale sur l'année de démarrage de la surveillance pérenne en l'absence d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre ou sur une année de référence à définir si une ou des action(s) de limitation de rejets de substance ont été mises en œuvre et sont quantifiables

<sup>3</sup> valeurs exprimées dans les mêmes unités que les VLE fixées dans les textes réglementaires figurant dans la première colonne « Valeur de la VLE et référence du texte »

N° du	SECTEURS D'ACTIVITÉ	SOUS-SECTEURS D'ACTIVITÉ
1	ABATTOIRS	
2	INDUSTRIE PETROLIERE	2.1 Raffinage 2.2 Dépôts et terminaux pétroliers 2.3 Industries pétrolières : sites de mélanges et de conditionnement de produits pétroliers 2.4 Industries pétrolières : sites de synthèse ou de transformation de produits pétroliers (hors pétrochimie)
3	INDUSTRIE DU TRAITEMENT ET DU STOCKAGE DES DECHETS	3.1 Regroupement, prétraitement ou traitement des déchets dangereux 3.2 Installations de stockage de déchets non dangereux 3.3 Unité d'incinération d'ordures ménagères 3.4 Lavage de citernes 3.5 Autres sites de traitement de déchets non dangereux
4	INDUSTRIE DU VERRE	4.1 Fusion du verre 4.2 Cristalleries 4.3 Autres activités
5	CENTRALES THERMIQUES DE PRODUCTION D'ELECTRICITE	
6	INDUSTRIE DE LA CHIMIE	
7	FABRICATION DE COLLES ET ADHÉSIFS	
8	FABRICATION DE PEINTURES	
9	FABRICATION DE PIGMENTS	
10	INDUSTRIE DU PLASTIQUE	
11	INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC	
12	INDUSTRIE DU TRAITEMENT DES TEXTILES	12.1 Ennoblement 12.2 Blanchisseries
13	INDUSTRIE PAPETIERE	13.1 Préparation de pâte chimique 13.2 Préparation de pâte non chimique 13.3 Fabrication de papiers/cartons
14	INDUSTRIE DE LA METALLURGIE	14.1 Sidérurgie 14.2 Fonderies de métaux ferreux 14.3 Fonderies de métaux non ferreux 14.4 Production et/ou transformation des métaux non ferreux
15	INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : Formulation galénique de produits pharmaceutiques	
16	INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE	
17	INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (Produits d'origine animale)	
18	INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (Produits d'origine végétale)	18.1 Activité viticole 18.2 INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (Produits d'origine végétale) hors activité viticole
19	INDUSTRIE DU TRAITEMENT DES CUIRS ET PEAUX	
20	INDUSTRIE DU TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX	
21	INDUSTRIE DU TRAITEMENT, REVETEMENT DE SURFACE	
22	INDUSTRIE DU BOIS	
23	INDUSTRIE DE LA CERAMIQUE ET DES MATERIAUX REFRACTAIRES	
24	INDUSTRIES DU TRAITEMENT DES SOUS-PRODUITS ANIMAUX	

## Fiche d'actions pour la substance A

**Nota :**

1. Les actions déjà réalisées ou en cours en vue de la réduction ou de la suppression des substances dangereuses y compris les actions d'amélioration de la qualité des rejets aqueux pour les paramètres d'auto-surveillance doivent être intégrées à ce programme d'action si les gains peuvent être estimés ou mesurés si l'action est déjà mise en oeuvre.
2. L'exploitant doit présenter dans le tableau ci-dessous toutes les actions qu'il a envisagées même si celles-ci ne sont pas retenues au titre du présent programme d'actions.
3. Si une même action a pour effet d'abattre plusieurs substances, celle-ci doit être intégrée dans chacune des fiches relatives aux différentes substances.
4. L'analyse des solutions de réduction comparativement aux MTD qui a pu être menée au sein du bilan de fonctionnement pourra être utilisée pour renseigner les tableaux suivants.

Origine(s) probable(s) <i>(Matières premières, process (préciser l'étape), eau amont, drainage de zones polluées, pertes sur les réseaux, autres)</i>		
Action N°1 <i>(substitution, suppression, recyclage, traitement, enlèvement déchet, autre)</i>		
Concentration avant action en µg/l <i>Concentration moyenne annuelle sur année début de surveillance pérenne si pas d'action de limitation de rejets de substance mises en œuvre</i> <i>Concentration moyenne annuelle sur une année de référence à définir si action de limitation de rejets de substance mises en œuvre et quantifiable</i>		
Flux annuel (année de référence définie pour la concentration) avant action en g/an <sup>4</sup>		
Flux spécifique avant action en g/unité de production		
Concentration après action en µg/l <sup>7</sup> <i>Concentration moyenne annuelle ou estimée</i>		
Flux après action en g/an		Pourcentage d'abattement
Flux spécifique après action en g/unité de production		
Coût d'investissement		
Coût annuel de fonctionnement		
<b>Solution</b> <i>Si aucune solution déjà réalisée ou sélectionnée au programme d'action, les investigations approfondies devront être menées dans l'ETE</i>	déjà réalisée : oui/non	
	sélectionnée par l'exploitant au programme d'action : oui/non	
	devant faire l'objet d'investigations approfondies (ETE) : oui/non	
	Solution envisagée mais non retenue	
Raison du choix		
Date de réalisation prévue ou effective		
Autre(s) substance(s) ou paramètres polluants (DCO, MES, etc...); consommation d'eau, déchets, énergie impactés, en plus ou en moins, par l'action envisagée, précision sur la nature de cet impact		
Commentaires		

En cas de raccordement à une station d'épuration collective, l'abattement est-il mesuré pour la substance considérée ? Si oui, préciser l'abattement en %.	
--	--

**Synthèse pour la substance A**

Résultat d'abattement global attendu et concentration finale de la substance dans le rejet final obtenus par la mise en œuvre des actions sélectionnées et raisons du choix, échéancier possible

<sup>4</sup> si ces informations ne sont pas disponibles action par action, elles peuvent être intégrées dans la synthèse par substance et exprimée en abattement global. A défaut, ces actions devront faire l'objet de l'ETE.

*(nota : les chiffres d'abattement, les coûts et les délais proposés par le programme d'action traduisent des orientations mais n'ont pas vocation à être intégrées dans un acte prescriptif.)*

